



Munich Personal RePEc Archive

Analysis of the D.R.Congo economy through the social accounting matrix of the year 2005

Nlemfu Mukoko, Jean Blaise and Wabenga Yango, James

Departement d'Economie, Université de Kinshasa, Groupe de
Modélisation en Équilibre Général Calculable

April 2012

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/65037/>

MPRA Paper No. 65037, posted 14 Jun 2015 12:29 UTC

Analyse de l'Economie Congolaise à travers la Matrice de Comptabilité Sociale de 2005 *

Jean Blaise Nlemfu M. James Wabenga Y.
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Kinshasa

Avril 2012

Revisé en Juin 2015

Abstract

Ce travail présente les caractéristiques de l'économie congolaise à travers la Matrice de Comptabilité Sociale de l'année 2005 (MCS-RDC2005). Il donne une idée sur la structure de production et du commerce extérieur tout en mettant en exergue la structure des spécialisations dans les échanges internationaux. Cette étude se prête à tout travail de modélisation appliquée à l'économie congolaise en ce qu'elle donne une indication sur les particularités structurelles nécessaires aux choix des formes fonctionnelles adaptées voire aux choix des valeurs numériques des paramètres.

JEL classification : E16.

Mots clés : Matrice de Comptabilité Sociale

*Envoyez-nous vos commentaires et observations à jblaise.nlemfu@gmail.com

1 Introduction

Les caractéristiques de l'économie congolaise sont décrites à partir de la matrice de comptabilité sociale à 30 comptes de l'année 2005 (Tableau 1). Cette matrice est une version agrégée de celle à 74 comptes construite par nous (Nlemfu M., J.B et Wabenga Y., James, 2015). Les données macroéconomiques et sectorielles, produites par l'Institut National des Statistiques pour l'année 2005, proviennent du tableau des ressources et emplois, et du tableau des comptes économiques intégrés. Les informations sur les ménages sont tirées de l'enquête 1-2-3 (enquête sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages) de l'année 2005.

La structure de la matrice de comptabilité sociale comporte quatre branches d'activités que sont l'Agriculture (Agriculture, élevage et pêche ; Sylviculture, Exploitations forestière et Services annexes), l'Industrie (Extraction ; Industrie alimentaire, Boisson et Tabac ; Industrie d'Habillement, Textile et Cuir ; Industrie du Bois ; Industries chimiques ; Industrie des produits minéraux non métalliques ; Autres industries ; Électricité, Gaz, Vapeur et Eau ; Construction et Travaux publics), les Services marchands (Commerce ; Restauration et hôtel ; Transport, Entrepôts et Télécommunication ; Education et Santé ; Banques et Assurances ; Autres services marchands ; Production des services domestiques ; Services d'intermédiation financière indirectement mesurés) et les Services non marchands comprenant la production collective des Administrations Publiques. Hormis l'Etat et le reste du monde, les unités institutionnelles intégrées à la matrice sont les ménages publics et les autres ménages regroupant les ménages privés formels et informels, et les ménages chômeurs ou inactifs.

Dans les lignes qui suivent, nous présentons les caractéristiques de l'économie congolaise au cours de l'année 2005

2 Structure du Produit Intérieur Brut de la R.D.Congo en 2005

Le tableau 2 présente le PIB et ses emplois :

En 2005, le PIB aux coûts des facteurs est évalué à 5.266.926 millions de francs congolais. Exprimé en franc congolais de 2005, le PIB aux prix du marché s'élève à 5.470.108 millions.

Le revenu généré par le PIB en 2005 est composé pour 96,286% de la rémunération des salariés et de l'Excédent brut d'exploitation contre 3,714 % pour des impôts sur importations et exportations, et autres impôts sur les produits. Il est important de souligner la faiblesse de la pression fiscale, soit 3,714 % du PIB.

La répartition de la demande finale selon ses grandes composantes montre qu'en 2005, le PIB est affecté pour 89,24% à la consommation finale (dont 84,850% pour les ménages et 4,392% pour les administrations publiques), et pour 12,201% à la formation brute de capital fixe. On note la faiblesse de l'investissement (soit 12,457% du PIB), phénomène que l'on retrouve dans nombre de pays d'Afrique subsaharienne.

3 Secteurs de production

L'analyse sectorielle de la production et de la valeur ajoutée fait ressortir les caractéristiques suivantes : une prédominance des activités industrielles et des services marchands dans la production totale soit 42,601% et 36,002% respectivement. Leurs parts dans la valeur ajoutée représentent 35,061% pour les industries contre 38,650% pour les services marchands. Elles sont suivies par le secteur agricole 17,481% dans la production totale contre 22,971% dans la valeur ajoutée (tableau 3).

Dans l'ensemble des secteurs, on observe des taux élevés de valeur ajoutée dans la production totale. Cette situation relève de la faible utilisation de consommations intermédiaires soit 36 % au total. En d'autres termes, les secteurs de production ont consacré un faible pourcentage de leur production totale à l'achat de biens intermédiaires ; ce qui souligne l'existence des faibles effets d'entraînement intersectoriels, voire des faibles liaisons en amont au sein de l'économie congolaise au cours de l'année 2005.

Par ailleurs, le caractère entraînant d'un secteur de production est fonction de l'intensité de ses liaisons avec les autres branches, c'est-à-dire dépend à la fois de sa capacité de transmission et de sa capacité d'absorption. Ainsi, un secteur prioritaire clé est celui qui a plus d'impact sur l'activité économique que d'autres lorsque sa production varie. C'est donc un secteur qui occupe d'une part, la meilleure place dans la hiérarchie de la demande (liaisons en amont) et dans la hiérarchie de l'offre (liaisons en aval) et a un rôle stratégique pour la politique économique. Il constitue un pôle privilégié qu'un gouvernement a intérêt à stimuler dans le cadre d'une politique de relance.

Pour ce qui concerne l'économie congolaise, au cours de l'année 2005, ce sont les services marchands qui constituent la branche prioritaire, le secteur clé de l'économie, occupant une meilleure place dans la hiérarchie de la demande (1,83) tout comme dans celle de l'offre (1,86) voir tableau 4, l'inverse de la matrice de Leontief.

Enfin, il est important de souligner le caractère dualiste des activités de production comme un autre trait marquant de l'économie congolaise. Le secteur formel coexiste avec un important secteur informel constitué de petites entreprises familiales. Avec une contribution à concurrence de 54,78 dans la valeur ajoutée, ce secteur joue un rôle important dans l'activité économique et l'amélioration du bien-être des ménages congolais (INS, 2008b). Les activités du secteur informel assurent 96,36% de la production agricole, 43,82% et 44,95% respectivement de celle des secteurs industriel et des services marchands (tableau 5).

4 Facteurs de production

Dans cette section, nous allons nous intéresser sur l'utilisation des facteurs de production au sein de chaque secteur. A cet effet, le tableau 6a nous donne la répartition sectorielle globale des facteurs de production ainsi que la part de chaque facteur dans la valeur ajoutée des secteurs.

Au niveau global, le facteur capital reçoit la plus importante part de la valeur ajoutée 81,4% contre 18,57% pour le facteur travail. L'industrie et les services absorbent la quasi-totalité des rémunérations des facteurs soit respectivement 48,6% et 31,6% pour le facteur travail, contre 31,9% et 40,3% respectivement pour le facteur capital.

Cependant, cette prédominance de la rémunération du capital sur celle du travail découle de l'importance du revenu mixte dans le solde du compte d'exploitation de l'économie, due au fait à la part du secteur informel dans la valeur ajoutée globale soit 54,78% (tableau 5). En outre, l'imputation de l'excédent brut d'exploitation et revenu mixte au travail autonome et au capital par branche d'activité requiert des informations sur les rémunérations et volumes d'activités des travailleurs salariés, et des volumes d'activité des autonomes par branche d'activité. Il arrive parfois d'estimer l'élément salaire implicitement contenu dans le revenu mixte, mais généralement, l'information disponible sur le nombre d'heures de travaux effectués ou les taux de rémunération appropriés est insuffisante pour qu'il soit possible d'imputer systématiquement des valeurs. Par conséquent, ce revenu mixte contient un élément inconnu de rémunération du travail effectué par le propriétaire de l'entreprise ou d'autres membres de son ménage. L'élément de rémunération peut même être prédominant à cause de la difficulté, pour les entrepreneurs individuels, à séparer les dépenses ou les passifs professionnels des dépenses ou des passifs personnels. Ainsi donc, nous avons procédé au retraitement du compte d'exploitation pour faire ressortir un meilleur proxy de la rémunération du facteur capital ¹, d'où le tableau 6b.

La nouvelle structure de distribution sectorielle des facteurs obtenue après retraitement du compte d'exploitation (tableau 6b) fait ressortir une part importante du facteur travail à la valeur ajoutée totale, soit 52,25% contre 47,74% pour le facteur capital.

Les secteurs agricoles et des services marchands sont plus intensifs en facteur travail avec une intensité factorielle de 0,754 et 0,653 respectivement. La part du facteur travail dans la valeur ajoutée des secteurs agricoles et services marchands y est respectivement de 57% et de 60,5%. Le facteur capital y contribue respectivement pour 42,9% et 39,5%. En revanche, le secteur "industries" est plus capitalistique avec 1,565 d'intensité factorielle. La part du facteur travail dans la valeur ajoutée est de 38,9% contre 61% pour le facteur capital

¹Lire à cet effet, A. Diagne et al. (2003, p.9-10) et Fofana (2007).

Dans l'ensemble, la structure de production est à travail intensif avec une intensité factorielle de 0,914 (tableau 6b). Comme nous l'avons souligné ci-haut (tableau 3), la part des consommations intermédiaires dans la production totale est faible (36%) comparativement à celle des valeurs ajoutées (64%). Cette structure montre la faiblesse des liaisons et des effets d'entraînement intersectoriels en amont.

Par manque d'informations, il nous a été difficile de désagréger le facteur travail, ce qui nous aurait permis de déceler la nature de cette intensité factorielle: est-ce l'intensité en travail qualifié ou non qualifié ? Cependant, au vu du poids de l'informel dans notre économie (voir tableau 5), nous pouvons, sous certaines réserves, soutenir que c'est le travail non qualifié qui l'emporterait en intensité factorielle. Et cela aurait un impact sur la qualité de nos produits à l'exportation et justifierait la forte exposition à la concurrence internationale, soit 20,45% pour les produits à facteur travail intensif (voir tableau 7).

En outre, il y a lieu de souligner que, compte tenu de la relation entre intensité factorielle, rémunérations des facteurs et prix relatifs des biens, la R.D.Congo devrait, en théorie, exporter essentiellement les biens utilisant de manière intensive le facteur travail composite (les produits primaires) et importer les biens à facteur capital intensif (les équipements industriels). Cependant, dans le cadre de l'exposition croissante de l'économie congolaise à la concurrence internationale, les différents facteurs de production subissent des contraintes occasionnant des modifications dans la structure de production et du commerce international. Le tableau 7 nous donne une idée sur l'exposition des facteurs de production à la concurrence internationale, en précisant la part de la production, attribuable à chaque facteur, qui entre en compétition avec des importations ou est destinée à l'exportation.

En 2005, le facteur capital se révèle être le facteur de production le plus exposé à la concurrence internationale puisque 15,73% de la production qui lui est attribuable est concurrencée par les importations contre 11,29% pour le facteur travail (tableau 7). En d'autres termes, en 2005, 15,73% de la demande des biens produits par le facteur capital a été satisfaite par les importations. Ainsi, le facteur capital fait face à une grande compétition des produits importés. Cette situation s'expliquerait par la faiblesse du taux d'épargne; le capital disponible n'étant pas suffisant, il a tendance à se concentrer dans les activités intensives en capital (le secteur industriel). Ainsi, chaque activité est forcée d'employer le même niveau de capital que celui constaté dans la MCS-RDC2005, la quantité totale du capital étant restée fixe.

Pour ce qui concerne le degré d'exposition aux exportations, c'est le facteur travail dont la plus grande partie de la production est destinée à l'exportation soit 20,45% contre 13,94% pour le facteur capital. Cette forte exposition à la concurrence internationale souligne l'importance, dans le commerce extérieur de la R.D.Congo, des secteurs agricoles et des services qui sont relativement plus intensifs en facteur travail que le reste de l'économie.

Dans l'ensemble, les deux facteurs de production subissent la concurrence de la demande des biens importés à hauteur de 13,51%. En revanche, 17,19% de leur production est destinée au marché extérieur.

Cependant, dans le but de comprendre la forte exposition du facteur travail, il est important d'en analyser la structure du marché au cours de l'année 2005. C'est ce que décrit le tableau 8.

Au cours de l'année 2005, la masse des revenus du travail est estimée à 2.728.567 millions de francs congolais. Le secteur des services marchands génère la plus grande part, soit en termes des proportions 44,75%, suivi des secteurs industriels 26,16%, agricoles 25,06% et des administrations publiques 4,03% (tableau 15). Le taux de salarisation qui est un indicateur de formalisation des relations de travail est de 11,2 % en RDC. Cette figure montre la place qu'occupe le secteur informel dans la génération des revenus du travail (INS, 2008b p.182). Ainsi, la réglementation et l'encadrement du secteur informel s'avèrent nécessaire en vue de permettre la canalisation de ses ressources dans le circuit formel.

La structure par branche des effectifs employés montre une prépondérance du secteur agricole (71,8 %) dans l'ensemble des secteurs (tableau 8). Le secteur des services marchands emploie 16,89%, le secteur industriel 9,18% et les administrations publiques 2,12% (tableau 8). Dans l'ensemble du pays, en 2005, les actifs occupés représentent 58,7% de la population âgée de 10 ans et plus (INS, 2008b, pp 135-136). L'ancienneté moyenne dans l'emploi est de 13 ans, elle est de 8,6 ans en milieu urbain et de 14,2 ans en milieu rural, reflétant l'entrée précoce des actifs ruraux dans le monde de l'agriculture justifiant la prépondérance de ce secteur quant à la répartition sectorielle des emplois (71,8%). En outre, six actifs sur dix sont à la tête de leur propre unité de production, comme patron employant des salariés, ou à son propre compte (INS, 2008b p.135).

Le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (B.I.T en sigle) est de 3,72% pour l'ensemble du pays. Par contre, au sens large, le taux de chômage se situe au niveau national à 6,48% pour l'ensemble de la population de référence (INS, 2008b p.153). Ainsi, le marché de travail se caractérise par un fort taux de chômage.

5 Structure du commerce international

5.1 Flux commerciaux

L'économie congolaise est très dépendante de l'extérieur. Les importations des biens et services représentent 24,42% du PIB en 2005, alors que les exportations n'en représentent que 22,72% (tableau 3), ce qui contribue, dans une large mesure, au renforcement du caractère structurel du déficit de la balance courante comme nous le verrons dans les sections qui suivent.

Cependant, les dynamiques sectorielles ne sont pas les mêmes (voir tableau 16). Les produits industriels (dont essentiellement les produits miniers) sont encore de loin la première source des devises. Sa part dans les exportations congolaises est de 75,39% et représente 26,9% de la production totale en 2005. Les services marchands assurent 15,27% des rentrées de devises. La production collective des APU fournit autour de 8,1% des exportations soit 31,71% de la production totale. Le secteur agricole ne contribue que très modestement aux exportations (1,25%). Dans l'ensemble, les exportations ont représenté 15,25% de la production totale en 2005, contre 84,75% destinés au marché domestique.

Les principales activités en terme de volume des importations en 2005 sont les industries (78,59%), les services marchands (15,72%), la production collective des APU (7,05%) et enfin, l'agriculture (2,55%). La part des importations dans la demande domestique est de 29,98% pour les produits industriels, 16,28% pour la production collective des APU, 7,05% pour les services marchands et 2,39% pour les produits agricoles (voir tableau 9).

5.2 Barrières douanières

L'approche adoptée pour initialiser le modèle, dans le cadre de notre travail, ne s'appuie pas sur la grille officielle des tarifs douaniers tels que fournis par la Direction Générale des douanes et Accises (DGDA) rapportés à la valeur CAF des importations pour chaque secteur. Elle prend en compte les éventuels rabais et autres exemptions accordés aux importateurs, ce qui réduit le taux des droits de douane effectivement collectés. Avec cette mesure, la RDC réalise des performances faibles, collectant 60,7% des taux réglementaires. Selon le FMI, le manque à gagner dû aux exonérations pourrait être supérieur à 1% du PIB.

Par ailleurs, une caractéristique marquante du système fiscal congolais concerne le faible taux de pression fiscale et les difficultés que les autorités rencontrent pour mobiliser suffisamment de recettes fiscales afin de financer les énormes besoins de développement du pays. Les recettes fiscales n'atteignent pas 10% du PIB en RDC alors qu'elles sont supérieures à 15% du PIB en moyenne en Afrique Sub-saharienne (Rapport FMI, 2007). Vu le faible taux de pression fiscale et du niveau moyen de revenu par habitant en RDC, on aurait pu s'attendre à un rôle encore plus important des taxes sur le commerce international, car plus faciles à collecter. Une raison de cet apparent paradoxe peut être la porosité des frontières avec une forte évasion des taxes sur les importations et les exportations.

Ainsi, en se basant sur le tableau 16, on remarque de fortes disparités selon les secteurs : les droits de douane sont pratiquement nuls pour les services marchands et les produits collectifs des APU alors qu'ils sont de 13,06% pour les produits industriels et de 4,1% pour les produits agricoles. Au-delà de ces disparités sectorielles, on observe aussi des différences selon la provenance des produits : les produits provenant de la zone SADC représentent 21,7% des droits de douane contre 78,3% pour ceux en provenance du reste du monde (nos calculs à partir des statistiques douanières (DGDA) de 2006). Pour finir, notons que la taxe sur les importations a contribué à hauteur de 17,68% dans les recettes totales de l'Etat en 2005.

5.3 Partenaires commerciaux

Dans le cadre de notre analyse, les échanges extérieurs sont classés suivant la zone géographique; le critère d'appartenance à la SADC a servi à partitionner le compte de reste du monde en deux sous comptes : les sous comptes SADC et reste du monde (voir tableau 10).

En outre, il est important de remarquer que, en 2001-2005, la SADC constituait le deuxième partenaire commercial de la RDC après l'union européenne en se basant sur le poids des transactions commerciales (voir tableau 11). En effet, en moyenne, les importations en provenance de la zone SADC représentaient 27% contre 3% pour les exportations. L'Union Européenne est de loin le premier partenaire commercial : elle fournit près de 42% des importations et achète plus de 72% des exportations essentiellement les produits industriels (produits miniers).

5.4 Elasticités de substitution

La littérature offre un ensemble de grandeurs des élasticités de substitution à appliquer dans les cas des pays en développement. Toutefois, afin de coller beaucoup plus les valeurs des paramètres à la réalité, nous avons préféré obtenir les élasticités de substitution en utilisant les données de la RDC (TRE de 2005) à travers le logiciel IOW Software². Il s'agit des élasticités de substitution entre les produits locaux et les produits importés (voir tableau 9). Les valeurs de ces différents paramètres semblent être conformes à la réalité de l'économie congolaise, en ce sens que les possibilités de substitution des importations sont faibles. En d'autres termes, les biens produits localement sont faiblement substituables à ceux importés.

5.5 Structure des spécialisations et avantages comparatifs

Les spécialisations reflètent les avantages comparatifs d'un pays. Leur repérage nécessite la construction d'indicateurs calculés à partir des flux de commerce extérieur de ce pays. Nous présentons dans les lignes qui suivent la structure des spécialisations et avantages comparatifs de la RDC, à travers quelques indicateurs fréquemment utilisés.

5.5.1 Indicateur de contribution au solde commercial

Le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) caractérise la spécialisation d'un pays à partir des soldes des branches³. L'indicateur utilisé compare chaque solde commercial rapporté au PIB du pays avec le solde global pondéré par le poids des échanges du bien dans les échanges totaux du pays. En désignant par M_{ij} les importations du bien i par le pays j , par M_j la

² iow est un logiciel d'analyse entrées-sorties créé, en 2003, par Guy West de l'université de Queensland en Australie.

³ Lire à cet effet, Mucchielli et Mayer, 2005, p. 31.

totalité des importations du pays j et par PIB_j le PIB du pays j , on définit un indicateur d'avantage pour le bien i et le pays j par :

$$S_{ij} = 1000 \left\{ \frac{X_{ij} - M_{ij}}{PIB_j} - \frac{X_{.j} - M_{.j}}{PIB_j} \times \frac{X_{ij} + M_{ij}}{X_{.j} + M_{.j}} \right\}$$

Le pays possède un avantage si S_{ij} est positif et un désavantage pour i si S_{ij} est négatif. La somme des S_{ij} de toutes les branches i pour un pays j est, par construction, égale à zéro, de sorte qu'il existe toujours des S_{ij} positifs et négatifs, ce qui reflète bien la présence, pour tout pays, d'avantages et de désavantages. Ainsi, un pays devrait se spécialiser et donc exporter les biens pour lesquels il a un avantage comparatif et au contraire importer ceux pour lesquels il a un désavantage comparatif.

Pour ce qui concerne la R.D.Congo, en 2005, et à la lumière de l'indicateur de contribution au solde commercial, la structure des spécialisations indique que le pays possède un avantage comparatif dans la production des biens industriels (dont miniers essentiellement) et devrait se spécialiser dans la production de ces biens et par conséquent, les exporter (voir tableau 12).

5.5.2 Indicateur de spécialisation inter – industrielle

L'ouverture au commerce n'a en effet pas forcément les mêmes impacts selon que le commerce qui s'instaure est de type inter- industriel ou intra-industriel. Les conséquences sont particulièrement différentes en termes de coûts d'ajustement. Le commerce inter - industriel implique des spécialisations entre différents secteurs et le processus d'ajustement est coûteux avec des implications distributives considérables.

L'indicateur le plus utilisé pour mesurer l'importance du commerce inter – industries est l'indicateur de spécialisation inter – industrielle dit de Michaely qui permet d'évaluer l'existence conjointe d'industries exportatrices et d'industries importatrices :

$$I_j = \frac{1}{2} \sum_{i=1}^N \left| \frac{X_{ij}}{X_j} - \frac{M_{ij}}{M_j} \right|, \text{ avec } 0 \leq I_j \leq 1$$

X_{ij} représente les exportations du pays j dans l'industrie i avec $i \in [1, N]$ et X_j les exportations totales du pays j . Plus I est élevé, plus les soldes de la balance commerciale de chaque industrie sont différents, ce qui implique une spécialisation inter – industrielle importante⁴. Pour la R.D.Congo, la spécialisation inter – industrielle, mesurée par cet indicateur, a donné une valeur autour de 0,12. En d'autres termes, la spécialisation inter industrielle est moins importante c'est-à-dire les industries exportatrices congolaises, en 2005, n'ont pas trouvé assez d'industries importatrices correspondantes pour leurs produits. Cette situation s'expliquerait par l'environnement socio - politique de l'époque, qui a eu un impact sur le niveau de production en général et sur celui de la production minière en particulier.

En conclusion, l'analyse de la structure du commerce extérieur nous a permis de mieux cerner la place qu'occupe la RDC dans le système mondial d'échanges commerciaux. Les proportions ci-dessus mettent en évidence une tendance qui, étant donné les contraintes de l'économie congolaise, est difficilement soutenable dans la longue période. Cette tendance entraîne une détérioration de la balance commerciale à cause du volume des importations, et la concentration des exportations sur un nombre de plus en plus restreint de produits, en particulier les matières premières. L'abondance de terre ainsi que de ressources naturelles et minières se reflète dans la structure des exportations congolaises, au détriment des biens transformés et manufacturés, ainsi que des équipements industriels, qui constituent la plupart des importations du pays.

6 Ménages

Comme nous l'avons dit plus haut, nous distinguons quatre types de ménages représentatifs qui sont classés selon l'origine sectorielle de leurs revenus. Cependant, ces quatre ménages ont été regroupés en deux catégories : les ménages publics et les autres ménages (regroupant les ménages privés informels, les ménages privés formels et les chômeurs – inactifs).

⁴En générale, la spécialisation inter industrielle demeure forte pour les pays en développement (Amable, 2000). Cependant, le faible niveau de cet indicateur, pour le cas de la RDC, n'explique pas forcément l'absence de la spécialisation inter industrielle et par conséquent, l'existence de commerce de type intra industriel (Decaluwe et al., 2001, p.352 et DeRosa, 1998, p.52).

Le tableau 13 nous donne la structure de revenus composée des salaires, des revenus du capital et des autres revenus (transferts privés, transferts publics et les transferts en provenance du reste du monde). La rémunération du facteur travail constitue la première source de revenus des ménages. Elle représente 54,95% du revenu global des ménages dont 28,20% pour les ménages publics et 71,97% pour les autres ménages. Les revenus du capital viennent en deuxième position et participent pour 26,88% dans le revenu global des ménages (18,84% pour les ménages publics et 81,15% pour les autres ménages) contre 18,16% pour les autres revenus.

Ces profondes inégalités dans la distribution des revenus se répercutent sur la structure des dépenses (voir tableau 14). Dans l'ensemble, les ménages consacrent près de 93,46% à la consommation des biens et services, 0,6% aux paiements de l'impôt, 2,1% pour les transferts et 3,66% à l'épargne.

7 Etat

Le tableau 15 décrit les recettes et les dépenses de l'Etat en 2005. Les transferts représentent la plus grande part des ressources de l'Etat (53,17%) en 2005. L'impôt sur le revenu ne représente que 3,83% et l'impôt sur les sociétés génère 3,209% des recettes totales. Les taxes indirectes contribuent à hauteur de 31,705% dont 17,68% pour les droits de douane. La part des taxes à l'importation laisse penser qu'une politique de libéralisation du commerce extérieur affecterait significativement les recettes de l'Etat.

D'une manière générale, il existe un lien étroit entre le niveau de développement, mesuré par le revenu moyen par habitant, et la structure du système fiscal, c'est-à-dire le poids relatif de chaque sorte d'impôt. Plus le revenu est faible (3,83% des recettes totales de l'Etat), plus la place des taxes sur les importations (et accessoirement les exportations) est importante. Le développement économique et l'augmentation correspondante du revenu moyen par habitant sont généralement accompagnés par une place moins grande des taxes sur le commerce international et leur remplacement progressif par des impôts sur les biens et services, les profits des entreprises et le revenu du travail. Les recettes fiscales de la R.D.Congo sont encore très dépendantes des droits de douanes sur les biens importés (17,68%).

Les dépenses sont composées de dépenses de fonctionnement (30,66% dont la rémunération du personnel, les dépenses en capital et les consommations finales), des transferts aux ménages (25,136%) et au reste du monde (8,67%). En 2005, l'Etat a dégagé une épargne, soit 35,52% des dépenses totales.

8 Epargne et Investissement

La composition de la relation épargne – investissement est décrite par le tableau 16. Le gouvernement participe pour près de 40,83% de l'épargne totale. Cette situation s'expliquerait par le rôle des transferts dans les ressources totales de l'Etat au cours de l'année 2005 (53%). Néanmoins, ce sont les entreprises qui fournissent une part importante de l'épargne totale (29,79%) suivies des ménages (26,72%). Le rôle de l'épargne étrangère est minime, et elle ne représente que 2,63%.

Le tableau 17 nous donne la composition de l'investissement par secteur d'activités. Les industries représentent 97,45% de l'investissement total suivies par le secteur agricole 2,54% du total. L'investissement en produits industriels se compose essentiellement de machines et de biens d'équipement qui sont relativement intensifs en importations.

9 Reste du monde

Les relations entre la R.D.Congo et le reste du monde sont décrites dans la balance courante au tableau 18. Ce dernier présente les principaux postes de la balance courante, en 2005, ainsi que leur contribution aux entrées et sorties des devises. La balance commerciale en est la première composante et elle accuse un solde déficitaire

Globalement, le solde de la balance courante est déficitaire (soit 1,157% en 2005) en raison du déséquilibre de la balance commerciale, et celui entre les revenus du capital perçus et ceux versés à l'étranger. En outre, la détérioration de la balance commerciale s'expliquerait dans le volume des importations composées essentiellement des biens d'équipements, et la concentration des exportations sur un nombre de plus en plus restreint de produits, en particulier les matières premières.

10 Conclusion

L'économie congolaise, telle qu'analysée à travers la matrice de comptabilité sociale de 2005, présente une structure de production à faibles liaisons intersectorielles en amont, avec des faibles valeurs des élasticités entre le facteur travail et le facteur capital, reflétant l'absence du développement technologique local. En outre, les facteurs sont fortement exposés à la concurrence internationale, et le marché du travail se caractérise par un taux de chômage élevé.

La structure de revenus des ménages est composée des salaires, des revenus du capital et des autres revenus (transferts privés, transferts publics et les transferts en provenance du reste du monde). Ils consacrent près de 93,46% de leurs revenus à la consommation des biens et services, 0,6% aux paiements de l'impôt, 2,1% pour les transferts et 3,66% à l'épargne.

Les recettes fiscales de la R.D.Congo sont encore très dépendantes des droits de douanes sur les biens importés (17,68%). Cependant, en 2005, l'Etat a dégagé une épargne positive, soit 35,52% des dépenses totales.

Le gouvernement participe pour près de 40,83% de l'épargne totale, situation qui s'expliquerait par l'apport massifs des transferts dans les ressources totales de l'Etat au cours de l'année 2005. Néanmoins, ce sont les entreprises qui fournissent une part importante de l'épargne totale (29,79%) suivies des ménages (26,72%) et de l'épargne étrangère 2,63%.

La balance commerciale accuse un solde déficitaire. Cette détérioration de la balance commerciale trouve son explication dans le volume des importations, et la concentration des exportations sur un nombre de plus en plus restreint de produits, en particulier les matières premières.

La structure du commerce extérieur met en évidence l'existence du commerce de type inter industriel avec des rendements d'échelle constants dans la production et la concurrence parfaite. Les firmes sont principalement productrices des produits primaires et manufacturiers à travail-intensif, en utilisant largement les technologies disponibles. Les consommateurs différencient les produits similaires selon leur place de production ou leur pays d'origine et le pays est price taker sur le marché international. En outre, la structure des spécialisations indique que le pays possède un avantage comparatif dans la production des biens industriels (dont essentiellement les produits miniers) et devrait se spécialiser dans la production de ces biens et les exporter. Ainsi donc, l'abondance de terre aussi bien de ressources naturelles que minières se reflète dans la structure des exportations congolaises, au détriment des biens transformés et manufacturés.

La contribution majeure de cette étude, outre l'analyse de ces caractéristiques, est qu'elle ouvre la voie à la modélisation adaptée aux particularités structurelles de l'économie Congolaise, en offrant la possibilité des choix des formes fonctionnelles appropriées voire des valeurs des paramètres

References

- Amable, B. (2000), 'International specialisation and growth', *Structural change and economic dynamics* **11**(4), 413–431.
- Decaluwé, B., Martens, A. and Savard, L. (2001), *La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général: calculable*, PUM.
- DeRosa, D. A. (1998), *Regional integration arrangements: static economic theory, quantitative findings, and policy guidelines*, number 2007, World Bank Publications.
- Diagne, A., Cabral, F. J., Cissé, F., Dansokho, M. and Ba, S. (2003), 'Politiques commerciales, intégration régionale et distribution de revenus au sénégal', *CREA/MIMAP, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Février* .
- FMI (2007), Réforme de la politique tarifaire et des taxes indirectes, Technical report, FMI, Mars.
- Fofana, I. (2007), 'Elaborer une matrice de comptabilité sociale pour l'analyse d'impacts des chocs et politiques macroéconomiques', *Training material. Centre Interuniversitaire sur le Risque, les Politiques Economiques et l'Emploi, Université Laval, Quebec* .
- INS (2008a), Enquête 1-2-3 : Résultats des enquêtes sur l'emploi et sur la consommation des ménages/2004-2005, Technical report, Institut National de la Statistique, Septembre.
- INS (2008b), Les travaux de comptabilité nationale en république démocratique du congo, Technical report, Institut National de la Statistique, Février.
- Mucchielli, J.-L. and Mayer, T. (2005), *Economie internationale*, Dalloz.
- Nlemfu M., J. B. and Wabenga Y., J. (2015), Une matrice de comptabilité sociale pour la r.d. congo:mcs-rdc2005, Mpra paper, University Library of Munich, Germany.

TABLEAU 2 : STRUCTURE DU PIB EN 2005

Composantes du PIB	Valeur en FC de 2005*	En % du PIB
Consommation privée	4.641.404	84,850
Consommation Publique	240.245	4,392
Formation Brute de capital fixe	667.428	12,201
Variation des stocks	13.990	0,256
Exportations	1.242.930	22,722
Importations	1.335.889	-24,422
PIB au prix du marché	5.470.108	100,00
Taxes indirectes nettes	203.182	3,714
PIB aux coûts des facteurs	5.266.926	96,286

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE, MCS-RDC 2005

* en millions de Francs congolais de 2005

TABLEAU 3 : STRUCTURE DE LA PRODUCTION EN 2005

SECTEURS DE PRODUCTION	Part sectorielle (%)		
	Production	Valeur Ajoutée	Valeur Ajoutée/Prod.
	XSj/XST	VAj/VA	VAj/XSj
Agriculture	17,481	22,971	84,655
Industries	42,601	35,061	53,020
Services marchands	36,002	38,650	69,161
Production collective des APU*	3,915	3,318	54,592
Total	100,00	100,00	64,423

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE, MCS-RDC 2005

* APU : Administrations Publiques

Tableau 4 : Leontief Inverse : open matrix

	AGR	IND	SM	SNM	TOTAL
AGR*	1,03	0,11	0,04	0,03	1,21
IND	0,1	1,18	0,42	0,3	2
SM	0,05	0,1	1,37	0,34	1,86
SNM	0	0	0	1	1
TOTAL	1,18	1,39	1,83	1,67	6,07

Source : Nos calculs à partir du logiciel iow

*AGR : agriculture ; IND : industries ; SM : services marchands et
SNM : production collective des APU ou services non marchands

Tableau 5 : Valeur ajoutée des branches par secteurs institutionnels*

Branches d'activité	Adm. Publ.	Sociétés	Ménages	Dont sect. informel	ISBL	Total
Agriculture	207	42967	1156322	1156268	0	1199496
Industries	0	923953	954161	822924	0	1878114
Services marchands	78 040	699 390	738 416	906 201	223	2 016 069
Prod. collect. APU	173 247	0	0	0	0	173 247
Total	251 494	1 666 310	3 348 899	2 885 393	223	5 266 926

Source : Nos calculs à partir des comptes nationaux de 2005

* En millions de francs congolais

Tableau 6a : Distribution sectorielle des facteurs de production

Secteurs de production	Emploi des facteurs (%)		Intensité factorielle	Parts des facteurs dans la Valeur ajoutée, par secteur (%)		
	wLi/wL*	rKi/rK		KDi/LDi	LDi/VAi	KDi/VAi
AGR	8,415	26,29	13,703	6,801	93,199	100
IND	48,602	31,973	2,885	25,737	74,263	100
SM	31,632	40,25	5,581	15,195	84,805	100
SNM	11,351	1,486	0,574	63,517	36,483	100
Total	100	100	4,386	18,566	81,434	100

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE, MCS-RDC 2005

* wLi/wL : salaires par secteur sur le total salaire ; rKi/rK : la rémunération sectorielle du capital sur le capital total ; kDi/ldi : intensité factorielle du capital par le travail ; lDi/vai : part du facteur travail dans la valeur ajoutée et kDi/vai part du facteur capital dans la valeur ajoutée.

Tableau 6b : Distribution sectorielle des facteurs de production

Secteurs de production	Emplois des facteurs (%)		Intensité factorielle	Parts des facteurs dans la Valeur ajoutée, par secteur (%)		
	wLi/wL	rKi/rK		KDi/LDi	LDi/VAi	KDi/VAi
Agriculture	25,058	20,687	0,754	57,001	42,999	100
Industries	26,159	44,803	1,565	38,987	61,013	100
Services marchands	44,750	31,975	0,653	60,500	39,500	100
Production collective des APU	4,033	2,535	0,574	63,517	36,483	100
Total*	100,000	100,000	0,914	52,254	47,746	100

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE, MCS-RDC 2005

Tableau 7 : Exposition des facteurs de production à la concurrence Internationale (en 2005)

	Degré d'exposition aux importations (%)	Degré d'exposition aux exportations (%)
Capital	15,73	13,94
Travail	11,29	20,45
Total	13,51	17,19

Source : Nos calculs à partir de la MCS-RDC2005

Tableau 8 : Structure du marché de travail en 2005

SECTEURS	Masse salariale*	en %	Effectifs employés	en %	Taux de salaire	en %
Agricole	683.719	25,06	14.415.106	71,82	0,05	4,5
Industries	713.778	26,16	1.841.675	9,18	0,39	36,77
Services marchands	1.221.028	44,75	3.390.309	16,89	0,36	34,17
Services non marchands	110.042	4,03	425.180	2,12	0,26	24,56
Total	2.728.567	100,00	20.072.270	100,00	1,05	100,00
Moyenne	682.141,75		5.018.067		0,26	
Minimum	110.042		425.180		0,05	
Maximum	1.221.028		14.415.106		0,39	

Source : Nos calculs à partir de TRE de 2005

*en millions des francs congolais de 2005

Tableau 9 : Structure du commerce international en 2005

secteurs de production	Elasticités du commerce ext.		Droit de douane en %	Part sectorielle (%)			
	CES	CET		TIM/IM	Mi/M	Mi/Qi	EXi/EX
Agriculture	0,25	0,7	4,1	2,559	2,39	1,249	1,089
Industries	0,51	0,7	13,06	78,597	29,662	75,394	26,989
Services marchands	0,33	0,7	0	15,721	7,051	15,217	6,446
Production collective des APU	3,27	0,7	0	3,122	16,275	8,141	31,71
Total*	-	-	10,37	100	16,281	100	15,25

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE, MCS-RDC 2005

*TIM/IM : droits de douane en % des importations ;

Mi/M : part sectorielle des importations ;

Mi/Qi : part sectorielle des importations dans les biens composites

EXi/EX : part sectorielle des exportations ;

EXi/XS : part sectorielle des exportations dans la production totale

CES : Elasticité de substitution constante

CET : Elasticité de transformation constante

Tableau 10 : Partenaires commerciaux dans le modèle	
Régions du monde	Pays membres
Communauté pour le développement de l'Afrique australe (CDAA ou SADC)	Afrique du sud, Angola, Botswana, Rép. Démocratique du Congo, Lesotho, Ile Maurice, Malawi, Mozambique, Namibie, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe
Reste du monde (RDM)	Tous les pays non cités ci-dessus

source : notre adaptation à partir de ComTrade

Tableau 11 : Régionalisation du commerce extérieur de la RDC (en % des importations et exportations totales), 2001 - 2005 (en moyenne)		
	Importations (%)	Exportations (%)
CEMAC	3	0.5
SADC	27	3
COMESA	15	4
Union Européenne	42	72
Reste du Monde	13	20.5

Source : Direction of Trade Statistics, International Monetary Fund

Tableau 12 : Structure des spécialisations et avantages comparatifs en RDC			
	X_{ij}	M_{ij}	S_{ij}
Produits agricoles	20 331	34 192	-2,174655936
Produits industriels	1 067 495	1 049 968	17,15787779
Services marchands	54 473	210 017	-26,69232436
Produits collectifs des APU	100 631	41 712	11,70910251
Total	1 242 930	1 335 889	0

source : Nos calculs à partir des données de la MCS-RDC2005

Tableau 13 : Revenus des ménages (2005)

Source de revenu	Part dans le revenu des ménages			Part des ménages dans les revenus des facteurs		
	HP	Ha	Total	HP	Ha	Total
Travail	59,956	53,198	54,945	28,203	71,797	100
Capital	19,605	29,427	26,889	18,845	81,155	100
Autres revenus	20,439	17,375	18,167	29,078	70,922	100
Total*	100	100	100	25,846	74,154	100

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE, MCS-RDC 2005

*HP : ménages publics

*HA : Autres ménages

Tableau 14 : Dépenses des ménages

Nature des dépenses	Part dans les dépenses des ménages			Part dans les revenus des facteurs		
	HP	Ha	Total	HP	Ha	Total
Consommation	90,404	94,529	93,463	0,25	0,75	100
impôts	1,499	0,294	0,605	0,64	0,36	100
Transferts à l'état	1,948	0,382	0,787	0,64	0,36	100
Autres Transferts	4,02	0,592	1,478	0,703	0,297	100
Epargne	2,128	4,203	3,667	0,15	0,85	100
Total*	100	100	100			100

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE, MCS-RDC 2005

Tableau 15 : Recettes et dépenses de l'Etat (2005)

Recettes	Part dans les recettes totales (en%)	Dépenses	Part dans les dépenses totales (en%)
Droit de douane	17,685	Fonctionnement	30,669
Taxes sur l'exportation	0,872	Transferts aux ménages	25,136
Taxes sur la production	5,767	Transferts aux firmes	0,00
Taxes sur la vente	7,381	Transferts au RDM	8,67
Impôt sur le revenu	3,837	Epargne publique	35,525
Impôt sur les firmes	3,209		
Transferts	53,174		
Autres recettes non fiscales	8,075		
Total	100,00	Total	100,00

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE, MCS-RDC 2005

Tableau 16 : Epargne et Investissement (2005)

Epargne	Part dans le total (en%)	Investissement	Part dans l'investissement total (en%)
Firmes	29,799	FBCF	97,947
Ménages	26,725	Variation des stocks	1,641
Etat	40,838		
Reste du monde	2,637		
Total	100,00	Total	100,00

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE, MCS-RDC 2005

Tableau 17 : Composition de l'investissement (2005)

Secteurs	En % du total
Agriculture	2,542
Industries	97,458
Services marchands	0,00
Production collective des APU	0,00
Total	100,00

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE, MCS-RDC 2005

Tableau 18 : Compte courant (2005)

En % des recettes		En % des paiements	
Exportations	79,989	Importations	85,971
Revenus du capital	2,653	Revenus du capital	9,07
Transferts aux ménages	2,07	Revenus du travail	0
Transferts au Gouvernement	14,131	Transferts du Gouvernement	4,371
Déficit	1,157	Transferts des ménages	0,588
Total	100	Total	100

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE, MCS-RDC 2005